



CIBLE

Pilule

Vous aimez les belles pastèques italiennes gorgées de soleil. En revanche, vous ne parvenez pas à bien comprendre ce concept de compétitivité tant prisé par la classe politico-médiatique. En ce cas, lisez l'article publié le 15 mai par *Il Manifesto* et disponible en français sur le site *dormi-rajamais.org*. Vous y apprendrez que, dans le sud du Latium, des Indiens sikhs travaillent entre 12 et 15 heures par jour, samedi et dimanche compris, pour un salaire dérisoire et souvent payé avec retard.

Tristement banal ? Ce n'est pas tout. Travailleurs courageux, les immigrés sikhs ne parviennent pas à supporter longtemps cette vie épuisante. Mais le marché a réponse à tout.

Encouragés par les chefs d'entreprise, des commerçants avisés vendent pour dix euros une petite pilule qui efface la fatigue et la douleur. Malgré l'interdit religieux, les Sikhs consomment ces amphétamines pour produire toujours plus de pastèques – et de courgettes.

La compétitivité est une surenchère permanente, dans le mépris radical de la condition humaine. N'oublions pas que c'est l'impératif catégorique de la Commission européenne.

Européisme

Mensonges et propagande

Monde

Le choc
des empires

p. 6/7

Démocratie

Contre
les élections ?

p.8

C'est vous qui le dites...

Très ancien abonné de *Royaliste*, suite à l'article paru dans le journal no 1050, page 1, intitulé « Cible – Huchon », je m'étonne de la teneur de cet article. Je ne comprends pas, en effet, la position de l'auteur vis-à-vis du fédéralisme. Personnellement, je me considère comme monarchiste et fédéraliste. Pour vous, est-ce incompatible ? Monarchiste veut-il nécessairement dire Jacobin, et, en tout cas, jamais Girondin ?

Il y a autour de nous des monarchies qui sont fédérales, comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne, comme il y a, d'ailleurs, des Républiques qui sont fédérales, comme l'Allemagne.

Et je me pose une question : en quoi est-ce rédhibitoire pour un royaliste d'être fédéraliste ?

Trouvez-vous conforme à l'Histoire de notre pays le découpage – pour ne pas dire le charcutage – qui a été fait, naguère, par des citoyens qui étaient tout, sans doute, je crois, des Jacobins ? Trouvez-vous normal que Toulouse ne soit en Languedoc ? Trouvez-vous normal que Nantes, capitale des ducs de Bretagne, ne soit plus en Bretagne ? (... Merci Pétain). Trouvez-vous normal que, pour faire plaisir à deux potentats locaux, on ait créé deux Normandies ? À ce sujet, d'ailleurs, connaissez-vous des gens qui se disent « Hauts Normands » ou des gens qui se disent « Bas Normands » ? Trouvez-vous normal, pour remonter encore plus avant dans le découpage du pays, que le fleuve Var ne coule pas dans le département du Var ? ... J'arrête là, mais la liste pourrait être beaucoup plus longue...

Eh bien, tout cela, à ma connaissance, c'est l'œuvre de gens qui ne voulaient pas entendre parler

du fédéralisme, qui se référaient au jacobinisme, au nom d'une « République une et indivisible. »

Je me sens Français, très Français, mais je suis par ailleurs aussi Breton, et très Breton. Je voudrais que ma province retrouve sa capitale, que Nantes revienne en Bretagne, que Toulouse revienne en Languedoc, afin que tous les membres de la dynastie des Raymond (il y en eut quand même sept) cessent de se retourner dans leurs tombes.

Et, accessoirement, je voudrais savoir si je peux continuer à me dire royaliste, tout en étant partisan d'une France fédérale.

A.-Y. Denis (Yvelines).

Ramener une réforme aussi fondamentale que celle de la diplomatie économique à des combats circonstanciels ou à des questions de personnes n'est vraiment pas à la hauteur des enjeux. On peut préférer un grand ministère de Bercy, cela ne doit rien enlever aux avantages d'un grand ministère des Affaires étrangères ! La cohérence de l'action de l'État est ici le seul critère. Si la greffe prend, c'est à une révolution institutionnelle que l'on va assister. Certes, sur le terrain, les Ambassadeurs étaient les seuls délégataires de l'action de l'État à l'étranger, mais chaque corps constitué ne rendait compte qu'à son propre ministre de tutelle. Et il était difficile de lutter contre Bercy ou même de peser sur la décision. L'administration centrale du Quai d'Orsay était censée piloter mais n'avait pas prise sur la réalité. On lui reprochait – souvent à raison – son incompétence voire son mépris pour des affaires aussi triviales que des marchés de saucisson ou de casseroles (on ne vend pas des

Airbus ou des centrales nucléaires tous les jours). Le réseau des conseillers du commerce extérieur (hier conseillers commerciaux) s'est réduit comme une peau de chagrin. L'ambassadeur n'avait affaire qu'à un bureau régional lointain couvrant parfois une vingtaine de pays (comme en Afrique de l'Est). Du coup, les envoyés spéciaux, les chargés de mission, proliféraient pour instaurer le plus grand chaos. À l'inverse, certains de ces conseillers étaient souvent les seuls experts des négociations multilatérales. Le seul homme avec toute la science des sommets de l'Organisation Mondiale du Commerce, sa place était-elle à Bercy ou au Quai d'Orsay ? La seule chance d'une politique étrangère cohérente jouant de tous ses instruments consiste dans ce rattachement du commerce extérieur et du tourisme au ministère des Affaires étrangères. Contrairement à ce qui est dit des idées personnelles de M. Fabius ou d'un autre, c'est le rattachement de la négociation commerciale multilatérale au Quai d'Orsay qui permet de prendre toute la mesure des enjeux géopolitiques et non de se limiter à la simple considération des poids et mesures des produits échangés.

Je salue cette grande réforme attendue depuis des décennies par tous ceux qui ambitionnent une grande diplomatie pour la France.

D. D. (Kenya).

Je viens de (re)lire le « *Courrier des lecteurs* » du n° 1056 de *Royaliste*. Vous avez eu raison de publier cet article intelligent.

En effet je partage entièrement l'analyse faite par Guy Delranc sur les travaux du GIEC. J'ai assisté durant une saison au Mu-

séum d'Histoire Naturelle à un cycle de conférences sur ce thème. Un esprit cultivé et normalement critique ne repart pas de là avec des certitudes. Par contre on peut en avoir une qui n'est peut être pas explicitée dans l'article.

Le système capitaliste est en recherche permanente de débouchés (baisse tendancielle du profit – saturation du marché – Karl Marx – Capital) cela le contraint à trouver en permanence des débouchés. C'est ce qui fait le dynamisme du système, l'intérêt qu'il présente de combler des besoins sociaux (dans un premier temps), mais aussi de générer des crises cycliques.

Ne pouvant pas par essence se stabiliser (il doit être comme le cycliste dans un mouvement permanent de recherche d'équilibre) il lui est nécessaire de trouver de nouveaux marchés.

Il a plusieurs possibilités, dont les principales sont :

- créer de nouveaux produits ;
- créer de nouveaux besoins (l'écologie est un nouveau marché) ;
- utiliser la communication pour guider les choix.

Il y aura toujours des intellectuels (consciemment ou subjectivement) prêts à ouvrir de nouvelles voies.

L'écologie et le réchauffement climatique sont des sujets réels dignes d'étude, mais avec la marchandisation de la recherche, le risque de dérapage mercantile ou émotionnel est bien réel.

C'est un vaste sujet, difficile à aborder objectivement en évitant les passions, les peurs irrationnelles (on retrouve ici sous une forme moderne les vieilles peurs de « fin du monde »).

C'est pour cela que ce courrier est bien fait, courageux (il ne va pas dans le sens habituel). C'est aussi courageux pour *Royaliste* de l'avoir publié et d'ouvrir ce débat.

R. Gaillard (Hauts de Seine).



Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

- P2 : Courrier des lecteurs - P3 : Européisme : Les arracheurs de dents - L'Écho des blogs - P4 : Alst(h)om : Grandes manœuvres - P5 : Barhat : Quand l'Inde s'éveillera - Brèves - P6/7 : Monde : Le choc des empires - P8 : Démocratie : Contre les Élections - P9 : Idées : Kundera et l'insignifiance - P10 : Expo : Mousquetaires du roi - Foot : Volés ? - P11 - Mercredis de la NAR - Souscription - P12 : Éditorial

Les arracheurs de dents

Radio-Paris ment... comme un arracheur de dents. Radio-Bruxelles aussi, et Radio-Berlin - autrement dit tous les médias qui relaient la propagande officielle pendant la campagne des européennes. Quelques exemples ?

Affirmer sur des affiches et dans les discours que les citoyens vont élire le président de la Commission européenne est un **mensonge**. Selon le traité de Lisbonne, ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement qui proposent un candidat au Parlement européen « en tenant compte des élections... » européennes. Rien ne les oblige à faire un choix qui serait d'ailleurs entre le bonnet blanc et le blanc bonnet car Martin Schulz, à gauche, et Jean-Claude Juncker, à droite, appartiennent à des formations qui ont présidé en alternance le dit parlement.

Affirmer que la Grèce est en train de sortir de la crise parce que son budget a dégagé en 2013 un « excédent primaire » est un **mensonge**. Le calcul de cet excédent hors du service de la dette est une honteuse manipulation car les dépenses en faveur des banques grecques ont été retirées du déficit primaire. Cette disposition est d'autant plus arbitraire qu'elle n'est pas appliquée dans le calcul des comptes primaires des autres pays de la zone euro. Nous n'oublions pas, quant à nous, que la dette grecque représente 178 % du PIB et que le taux de chômage officiel était de 17,8 % en décembre 2013 dans un pays toujours frappé par la récession (- 3,7 % sur un an en 2013).

Affirmer que le Portugal est sur la bonne voie parce

qu'il n'est plus sous la coupe de la Troïka est un **mensonge**. Le poids de la dette représente 129 % du PIB et, comme en Grèce, il va falloir maintenir une austérité féroce pour tenter de faire les remboursements. Ceci dans une conjoncture marquée par la récession (- 0,7 % sur un an en 2013) et par un taux de chômage officiel de 15,4 % à la fin de l'année dernière.

Affirmer que la France va connaître un « retournement » de conjoncture est un **mensonge**. C'est François Hollande qui avait déclaré début mai qu'« on est entré dans la deuxième phase du quinquennat, le redressement n'est pas terminé mais le retournement économique arrive. » Déclaration à graver dans le marbre à la suite de celles sur la « fin de cycle » et sur l'inversion de la courbe du chômage. Dès le 15 mai, l'INSEE nous informait que la croissance avait été nulle pendant les trois premiers mois de l'année, avec une chute importante de la consommation (- 0,5 %) et de l'investissement (- 0,5 %).

Qu'elle soit fabriquée à Bruxelles-Berlin, Athènes, Lisbonne ou Paris, la propagande officielle - pardon, la *communication* - ne tient plus la distance. Ils mentent, vraiment, comme des arracheurs de dents.

Sylvie FERNOY

L'Ukraine et les médias

Se positionner dans le débat franco-français sur l'Ukraine, sur le rôle joué par la Russie d'une part, les USA et l'UE d'autre part recoupe d'assez près celui adopté par les fédéralistes européens ou les partisans d'une Europe des nations. Faut-il s'en étonner ?

Pour s'en convaincre écoutez le débat entre deux journalistes, Piotr Smolar du *Monde* et Veronica Dorman de *Libération* face au blogueur Olivier Berruyer sur le traitement par les médias français de la crise ukrainienne. C'est sur le site *Arrêts sur images*. (1) Berruyer est sans concession. Comme à son habitude lorsqu'il traite de l'euro ou parle des banques, ses dénunciations sont toujours factuelles et embarrassent souvent les deux journalistes eurolâtres.

Sur son blog *La voix de l'épée* (2) le colonel Michel Goya analyse les rapports de force. D'abord comment l'Ukraine en est-elle arrivée là ? « En monnaie constante, le pays crée encore moins de richesses qu'en 1992. Son PIB était alors équivalent à celui de la Pologne, il n'en représente plus que 40 % aujourd'hui. » Et de préciser « Depuis l'État failli est aussi en faillite. Dans ce qui est peut-être devenu la plus grande économie souterraine du monde, les deux tiers des recettes fiscales ne rentrent pas dans les caisses de l'État. » Dans cette situation, l'insurrection devenait inévitable et son contrôle par la Russie également car « la politique de puissance américaine heurte directement la Russie dans ce qu'elle estime comme étant sa zone d'influence. » D'où l'annexion de la Crimée, formidable leçon d'art militaire. Et d'expliquer la réaction toute verbale

de l'UE par ce constat terrible « Une organisation qui met cinq mois pour envoyer 1 000 soldats à Bangui ne pouvait de toute façon faire mieux. »

Dans la revue en ligne *La pensée libre*, Robert Charvin publie un long article intitulé « La question ukrainienne : une étape dans le processus de déconstruction du droit international par les puissances occidentales. » (3) Conclusion liminaire : « La crise ukrainienne a d'une part confirmé que les puissances de l'Otan avaient une stratégie d'affaiblissement de la Russie et confirmé le fait que les puissances occidentales n'étaient plus en état de tenir un discours un tant soit peu cohérent qui n'apparaisse pas trop crûment comme celui du deux poids deux mesures. »

Enfin le débat organisé par *Médiapart* entre Françoise Daucé, Jean-Robert Raviot et Jacques Sapir intitulé *Dans la tête de Vladimir Poutine* (4) finira par vous convaincre.

François ENNAT

(1) <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=6757>

(2) <http://lavoiedelepee.blogspot.fr/2014/05/crimee-chatiment.html?spref>

(3) <http://www.lapenseelibre.org/article-la-question-ukrainienne-une-etape-dans-le-processus-de-deconstruction-du-droit-international-par-l-123022300.html>

(4) <http://www.mediapart.fr/journal/international/140514/le-grand-debat-dans-la-tete-de-vladimir-poutine>

Grandes manœuvres

C'est quand on croit que les affaires bouclées qu'elles repartent de plus belle. Alstom sera-t-il européen, donc allemand, ou américain ? Ce n'est pas encore tranché et la réponse définitive dépend peut-être du sort que connaîtra Bouygues Télécoms. Où il est démontré que fusions et concentrations ne datent pas d'hier...

Au commencement vint André Koechlin, l'un des pionniers mondiaux de la construction de matériel ferroviaire roulant. Une première fusion a lieu quelques années plus tard avec un concurrent, tout aussi alsacien que lui, et ils créent ensemble la Société Alsacienne de Construction Mécanique (SACM). La défaite de 1870 voit les usines du groupe tomber sous la coupe des Allemands mais se crée bien vite une division installée à Belfort et qui existe toujours. Son emplacement est aisé à trouver puisqu'il se situe juste en face de l'implantation française de... General Electric (GE), la société fondée par Thomas Edison. Voilà pour la partie **Als**, comme Alsace, du nom du groupe.

La partie **Thom** vient d'une entreprise américaine, fondée par Thomson et Houston à la même époque et qui se spécialise dans les moteurs électriques, alors très en vogue pour la construction des premiers métros et autres trolleys. Ils s'associent déjà à General Electric pour fonder la CFTH. Nouvelle acquisition en 1905 avec le rachat de l'entreprise française Postel-Vinay qui travaille sur le même procédé. C'est en 1928 qu'AlsThom, est créée par fusion d'une partie de la SACM et de la CFTH. Nouvelle fusion en 1932 avec la compagnie Construction Électrique de France (CFE). Vous voyez qu'en cinquante années les fusions ont été légion, et cela va continuer.

Vient alors la CGE, Compagnie Générale d'électricité qui après un travail en commun

avec Alsthom dès 1965 en devient l'actionnaire majoritaire en 1969. Au préalable, la CGE avait absorbé Alcatel en 1967. En 1972, Alsthom absorbe Brissonneau puis en 1976 les Chantiers de l'Atlantique, d'où Alsthom-Atlantique. En 1982, CGE et Alsthom sont toutes deux nationalisées. L'ensemble acquiert la Compagnie Électro-Mécanique, d'où CEM-Alsthom. En 1987, le tout fait l'objet d'une privatisation et en 1989 une nouvelle fusion a lieu avec le britannique General Electric Company, la société fondée presque cent ans plus tôt par Guglielmo Marconi. D'où GEC-Alsthom et Alcatel-Alsthom. Voilà de quoi donner le tournis mais cela permet de démontrer deux choses : les liens avec GE sont extrêmement anciens et très profonds, et les rapprochements dans ce secteur industriel très pointu sont monnaie courante. D'autant plus qu'entre 1994 et 1999, Alcatel-Alsthom acquiert en deux fois le constructeur ferroviaire allemand Linke-Hoffmann-Busch.

Voilà pour la concentration. Les modes changent et la déconcentration vient. Donc la CGE vend la majorité de GEC-Alsthom pour se recentrer sur les télécommunications et profiter au passage de très confortables plus-values. Alstom - le h est tombé - devient indépendante et plus encore après le lâchage par Alcatel en 2001. Mais le groupe va mal : aspiré par ses anciens actionnaires, Alstom est en grande difficulté de trésorerie, après un pillage en règle. L'État français intervient via une augmentation de capital

et oblige à une importante cession d'actifs. Areva, Barclays Private Equity et le Norvégien Aker (Chantiers de l'Atlantique) achètent une grosse partie des activités du groupe. Alstom garde l'activité ferroviaire, importante, et dans ce domaine, entre toujours en concurrence avec l'Allemand Siemens qui lésine assez peu sur la qualité des moyens employés pour gagner des marchés. Toujours est-il que l'introduction du groupe Bouygues pour un partenariat avec Alstom, voulu par Nicolas Sarkozy est une erreur : ce secteur implique des investissements extrêmement coûteux que le Groupe Bouygues n'est pas susceptible de fournir et ce simple fait obère les possibilités de développement.

C'est qu'à force d'être dépeçée, la société se retrouve trop petite par rapport à des concurrents beaucoup mieux armés en terme de capital, que ce soit le Canadien Bombardier ou Siemens, mais cela, tout le monde le savait dès le début du partenariat avec Bouygues. Ce dernier est empêtré dans son activité téléphonique et n'est jamais parvenu à peser vraiment sur le marché. La déconfiture de SFR ne l'aide même pas puisque l'arrivée de Free l'a privé de toutes ses marges de développement. L'offre de GE tombait à pic puisque l'Américain, outre des échanges d'activités plutôt bien vues, s'engageait à verser une soulte de 12 milliards d'euros aux actionnaires d'Alstom, notamment à Bouygues qui en a bien besoin. D'où la discrétion d'ange qui entourait l'opération.

Pour une fois, le gouverne-

ment n'a pas laissé faire et a sorti un décret modifié qui protège les industries qualifiées de « stratégiques ». Bonne idée, peut-être un peu tardive mais il semblait qu'Arnaud Montebourg n'avait auparavant pas encore avalé assez de couleuvres. Toujours est-il que cette mesure prise par Dominique de Villepin en 2005 voit son périmètre étendu, et c'est une excellente chose. Une telle disposition existe dans beaucoup de pays, dont les « paradis » germano-américains de notre chère oligarchie. L'État devra donc avaliser le projet. Arnaud Montebourg préfère Siemens. Bouygues, le staff d'Alstom et bon nombre d'employés se rangent du côté de GE.

C'est là qu'intervient la possibilité de céder Bouygues Télécoms à Orange. Idée lumineuse qui permettrait au premier d'entrer dans le capital du second et ainsi de ne pas avoir fatalement besoin de l'argent de GE pour soutenir son activité de loin la moins rentable. Le groupe Bouygues dans son entier n'est pas menacé de ruine, il s'en faut de très loin, mais il y a une juteuse opération boursière à faire puisque le titre Alstom a bondi dès l'annonce du possible rachat. Pour les clients et des autres offres de télécoms, il n'est pas sûr qu'ils y gagnent grand-chose. L'irruption de Xavier Niel, fondateur de Free, dans un monde téléphonique où les ententes plus ou moins illicites sur les prix étaient la règle, a permis la baisse des tarifs. Le souci c'est que les marges des opérateurs se sont effondrées et que la volonté de verser des dividendes toujours plus gros aux actionnaires menace grandement l'emploi dans le secteur, d'où l'intervention d'Arnaud Montebourg pour que la France ne compte bientôt plus que trois opérateurs au lieu de quatre.

Notez qu'à aucun moment dans cette histoire nous n'avons quitté l'électricité. Qui l'emportera de GE ou Siemens ? Orange rachètera-t-il Bouygues Télécoms quitte à avoir des ennuis avec Bruxelles et les consommateurs ? À l'heure actuelle, nul ne le sait. Mais au reste... nationaliser Alstom n'était-il pas plus simple et à l'avenir plus efficace ?

Charles GUÉMÉNE

Quand l'Inde s'éveillera

Le succès inégalé du Parti nationaliste aux élections indiennes est un avertissement de plus au monde occidental « éclairé » : le monde change.

Avec une participation de plus de 66 %, huit points de plus qu'en 2009, un parti a emporté la majorité absolue des sièges au Parlement indien, le Lok Sabha, une première depuis 1984. Depuis la dame de fer que fut Indira Gandhi, l'Inde n'avait plus connu d'homme fort ni de majorité, à tel point qu'avait paru normale cette succession de politiciens effacés et de coalitions disparates à la tête du pays le plus peuplé du monde et de la plus grande démocratie de l'univers (800 millions d'électeurs). Le contraste était d'autant plus frappant avec l'autre puissance démographique qu'est la Chine voisine toujours gouvernée par un parti unique obéissant au principe du centralisme démocratique.

Cette victoire du B.J.P. (Bharatiya Janata Party, le parti du peuple de Bharat, le plus ancien nom de l'Inde), qui triple le nombre de ses sièges, scelle l'écrasement du Parti du Congrès qui perd les trois quarts de ses sièges. Le parti du père de l'indépendance, Jawaharlal Nehru (et non de Mahatma Gandhi), de sa fille connue sous son nom de femme mariée, Indira Gandhi (sans lien de parenté avec le Mahatma), de son petit-fils Rajiv, tous deux assassinés, avait maintenu sa fidélité à la famille devenue dynastie. La veuve de Rajiv, Sonia, italienne d'origine, avait repris le flambeau pour son fils Rahul. Hélas ils ne furent pas à la hauteur des défis à tel point que la fille Priyanka avait été

mise sur orbite avec une vision pour 2019 ! La déroute du parti et de la famille Gandhi, dans son propre fief d'Uttar-Pradesh, devrait entraîner une profonde recomposition du paysage politique au centre et à gauche dès lors qu'une majorité cohérente va désormais gouverner à droite (selon nos critères).

Le nouveau chef de gouvernement, Narendra Modi, qui a mené toute la campagne sur son seul nom et son expérience de Premier ministre de l'État du Gujarat (au nord de Mumbai - Bombay), a été le véritable artisan de la victoire. Accusée de « polariser » le pays, sa stratégie fut manifestement la bonne. Reste à l'opposition à faire sa mue. Le parti au pouvoir (qui a déjà gouverné de 1998 à 2004) l'a faite en sachant moderniser son programme hier jugé trop « réactionnaire », trop fidèle à la caricature qu'on en avait faite sur la base de l'Hindutva (l'Hindouïté), assimilé à un fondamentalisme religieux. À la tête d'un pays milliardaire en hommes comme l'Inde, composé de vingt-huit États et sept territoires, le B.J.P. a su se « nationaliser », percer dans des régions non hindouistes, bien qu'étant encore majoritairement rejeté par les Musulmans (15 % de la population) - Modi n'avait pas empêché dans son État en 2002 la mort d'un millier de Musulmans lors d'émeutes intercommunautaires. Son programme n'est néanmoins pas le multiculturalisme du parti du Congrès mais l'affirmation d'une indianité, la résurgence - plus que l'émergence - de

l'Inde toute entière sur la scène intérieure et extérieure, asiatique et globale. Même si elle se réfère toujours à une civilisation prestigieuse depuis l'époque la plus reculée, elle s'appuie sur une stratégie inspirée de la realpolitik, s'ajoutant à plusieurs expériences du même ordre à travers le monde. (1)

Narendra Modi a gagné sur un programme de croissance économique et de lutte contre la pauvreté, par opposition au protectionnisme et au paternalisme de la dynastie Gandhi et des caciques du Congrès. Un seul principe issu de l'indépendance semble destiné à survivre même s'il a évolué et évoluera : le non-alignement. L'Inde sera alignée sur elle-même. Le gouvernement précédent depuis 2004 avait conduit une ligne de rapprochement avec les États-Unis à l'encontre tant du Pakistan que de la Chine. M. Modi, depuis 2005 interdit de visa aux États-Unis pour « atteinte à la liberté religieuse », n'était certes pas le favori d'Obama, ni des médias libéraux anglo-saxons et européens qui n'ont cessé d'en faire un épouvantail tout au long de la campagne électorale. Il figurait ainsi en bonne compagnie avec MM. Poutine, Erdogan, Zuma, ces deux derniers ayant brillamment remporté leurs propres élections. Décidément pour les parangons de la « démocratie », il est temps de « changer de peuple » ou de changer de monde.

Yves LA MARCK

(1) *Royaliste* no 1054, page 5, « Realpolitik ».

Brèves

Norvège

Commémoration ce mois à Eidsvoll des **200 ans de la signature de la Constitution norvégienne** en présence de la reine **Margrethe II** et du prince **Henrik du Danemark**, du roi **Carl XVI Gustaf** et de la reine **Silvia de Suède**.

Des députés républicains du parti du progrès hostiles à la monarchie ont fait le reproche au prince héritier d'évoquer l'immigration et de prendre position en faveur de l'environnement, la lutte contre le changement climatique. (<http://norwaytoday.info/>).

Italie

Alors que le gouvernement italien procède à une refonte des régions pour satisfaire aux exigences de l'Union européenne, le prince **Amédée de Savoie-Aoste**, en évoquant les affrontements à Naples entre bourbonnistes et la Ligue du Nord, a estimé que l'Italie a plus besoin que jamais de sa monarchie dont le rôle est d'assurer l'unité nationale. (<http://www.iltempo.it/politica/>).

D'autre part, l'*Unione Monarchica Italiana* partisan des Savoie-Aoste et Alessandro Sacchi précisent « *Il existe de nombreuses monarchies avec des gouvernements de gauche. Ici, personne ne remet en cause la démocratie. Nous ne venons pas du passé, mais nous allons vers l'avenir.* » (Source CMI).

Roumanie

Le Président du Parti national libéral, **Crin Antonescu**, a déclaré dans une interview que la République roumaine manque de légitimité et que le retour de la monarchie est envisageable à la seule condition que le vote populaire consacre son retour. M. Antonescu a également précisé que la République roumaine n'avait aucune légitimité car imposée par les chars soviétiques et non par référendum national. (<http://activenews.ro/>).

KERDEVY

Le choc des empires

Le monde n'est pas un grand marché où se rencontreraient des producteurs et des consommateurs. Le jeu des nations et des empires n'a pas cessé et nous assistons à une nouvelle configuration impérialiste : les États-Unis tentent de se maintenir au premier rang face à la montée en puissance de la Chine et l'Allemagne est devenue le troisième Grand.

De livre en livre, Jean-Michel Quatrepoint (1) nous informe de la marche d'un monde qui est aujourd'hui dominé par trois logiques impériales alors que la fin de la « guerre froide » semblait marquer le triomphe de l'hyperpuissance américaine. Il faut observer la nouvelle configuration formée par les États-Unis, la Chine et l'Allemagne aussi froidement que possible en se gardant de deux facilités : le **fatalisme**, qui consiste à dire que *le monde est ainsi, il faut s'y adapter* - et les **fatalités rétrospectives** des experts du lendemain matin qui démontrent, chiffres à l'appui, l'évidence des succès enregistrés la veille au soir. Rien n'est joué d'avance. Rien n'est joué définitivement - y compris la partie qui est en cours. Mais pour changer la donne, il faut examiner les moteurs de la puissance des trois pays dominants. Ils ne sont pas en tous points identiques mais présentent des analogies qui méritent examen.

C'est d'abord **l'histoire** qui doit être prise en compte car c'est l'aventure singulière de chaque peuple et ses propres représentations - la *certaine idée* qu'il a de lui-même et des autres - qui sont à l'origine des dynamiques actuelles. L'idéolo-

gie américaine, messianique, est bien connue. (2) La Chine reste confucéenne et le parti unique, plus chinois que communiste, a repris la philosophie bimillénaire qui enseigne la soumission à l'empereur - à charge pour lui d'assurer le bien-être et l'égalité d'accès aux plus hautes responsabilités. L'École du Comité central a repris les fonctions de l'Académie impériale, Mao est le symbole de l'indépendance retrouvée après les humiliations infligées par les Traités inégaux et Deng Xiaoping est vénéré parce qu'il a lancé la politique de développement économique qui a fait naître et prospérer une classe moyenne de 500 millions de citoyens. L'Allemagne avait elle aussi une revanche historique à prendre. Après 1945, ses dirigeants ont agi selon la tradition nationale, faite de religion chrétienne et de morale kantienne, en théorisant une « économie sociale de marché » qui est devenue la doctrine officielle de l'Allemagne avant comme après sa réunification.

Le deuxième élément, intime-ment lié au premier, est **politique**. Rien n'est possible sans un pacte entre le pouvoir et le peuple. L'État donne ou redonne au peuple sa fierté et lui assure - ou

du moins assure à ses fractions les plus dynamiques - une amélioration constante de son niveau de vie. Ce pacte existe entre la direction du Parti communiste et la classe moyenne chinoise, entre Angela Merkel, le patronat allemand, les salariés de l'industrie et tous les citoyens qui sont heureux de voir que l'Allemagne a retrouvé dans le monde une place éminente. Le pouvoir politique est reconnu dans sa légitimité s'il associe le peuple ou de larges fractions du peuple à un projet collectif de reconquête ou de réaffirmation - dans le cas des États-Unis - de la puissance nationale ou impériale.

La **volonté** des dirigeants, qu'elle s'exerce ou non, dans un cadre démocratique est le troisième facteur de la réussite collective. De Deng Xiaoping à Xi Jinping, de Gerhard Schröder à Angela Merkel, de George Bush à Barack Obama, le projet est effectivement incarné, pour le peuple concerné et pour le monde entier, par un homme ou une femme qui est de facto un monarque désigné par un appareil ou élu plus ou moins directement par le peuple après qu'il a passé des accords avec des fractions de l'appareil et des groupes de pression.

La volonté de puissance impériale ou nationale se manifeste classiquement par le déploiement de moyens militaires imposants (les États-Unis, maintenant de la Chine mais pas l'Allemagne) et elle est dans tous les cas mise au service d'une **stratégie économique** fondée sur l'idéologie nationale : messianisme américain, économie sociale de marché, économie socialiste de marché. La Chine mène depuis plus de trente ans une stratégie mercantiliste qui a réussi car les exportations ont effectivement permis la croissance. Il s'agit maintenant de « *basculer d'un modèle purement mercantiliste à un système où la consommation intérieure assurera l'essentiel du taux de croissance.* » L'Allemagne mène également une politique mercantiliste. Après avoir retrouvé sous protection américaine sa puissance industrielle et sa respectabilité au sein du Marché commun et de la CEE, elle a récupéré après la réunification son hinterland de l'Est : c'est là qu'elle fait fabriquer des produits à bas coûts assemblés sur le territoire allemand selon le modèle de l'*économie de bazar* que la République fédérale avait mis au point, malgré le Mur, avec la République démocratique allemande. Les États-Unis, qui ont compris tardivement que la Chine voulait être la première puissance mondiale, tentent de déployer contre elle un double système d'alliances avec l'Asie et l'Ouest européen destiné à perpétuer leur domination.

Dans les stratégies impérialistes, la **monnaie** joue un rôle décisif. Les États-Unis manipulent le taux de change du dollar selon leurs intérêts propres - où est donc la « solidarité occidentale » ? - et Jean-Michel Quatrepoint explique pourquoi les Américains ont accepté que la Chine et une partie du Sud-Est asiatique entrent dans la zone dollar. Il montre aussi comment, en 1985, les États-Unis ont cassé le projet de zone yen en imposant au Japon une réévaluation de 100 % en un an - évidemment désastreuse - puis autorisé Shinzo Abe à laisser filer le yen en 2012. La Chine joue habilement du taux de change du yuan, peu à peu réévalué par rapport au dollar et à la livre mais dévalué de 15 % par rapport à l'euro. L'Allemagne a accepté la « monnaie unique » à ses conditions et selon sa doctrine et la zone euro, malgré les bonnes intentions de François Mitterrand, ne nous a pas fait sortir de la zone mark. Beaucoup trop élevé pour ses partenaires européens, le taux de change de l'euro par rapport au dollar convient tout à fait à l'économie allemande.

Aussi efficaces soient-elles, ces politiques impérialistes ont aussi leurs faiblesses et leurs violences que Jean-Michel Quatrepoint ne manque pas de souligner. L'avenir démographique de la Chine et de l'Allemagne est sombre, les réactions des populations dominées peuvent faire obstacle à la volonté de puissance et les États-Unis, la Chine et l'Allemagne fondent leur stratégie sur l'exploitation impitoyable d'une main-d'œuvre servile et dans le mépris de l'environnement. En Chine, la corruption et les inégalités considérables peuvent entraîner une rupture entre le peuple et un pouvoir devenu trop manifestement prédateur. Il n'est pas sûr que les États-Unis puissent imposer leur *Trans-Pacific Partnership* et leur Pacte transatlantique. Le système bancaire allemand est très fragile et l'internationalisation du capital des groupes allemands les pousse à concevoir des projets pour leur



seul profit et non dans l'intérêt de l'Allemagne - ce qui pourrait à moyen terme créer un conflit entre ces groupes multinationaux et d'autres groupes, par exemple les petits entrepreneurs et les syndicats, soucieux de défendre l'économie nationale.

Mais la France ? Les analyses de Jean-Michel Quatrepoint sont à tous égards accablantes. De droite ou de gauche, les dirigeants français ont multiplié les erreurs et continuent de se fourvoyer.

Erreurs sur l'Allemagne. Surpris par la réunification, ils n'ont pas mené en Europe centrale et orientale la politique d'aide massive, de restructuration et de co-développement qui nous aurait permis de contrer l'Allemagne dans l'ensemble de son hinterland. Ils ont cru que la monnaie unique permettrait d'en finir avec la zone mark et le piège allemand s'est refermé sur eux. Ils ont surtout cru que le « couple franco-allemand » était en train de construire une Europe qui resterait sous influence française alors que l'Allemagne, depuis la guerre, ne songe qu'à reconstruire sa propre puissance. La naïveté européiste des oligarques français et leur véné-

ration pour le prétendu « modèle allemand » ont permis que l'Allemagne se retrouve en situation d'hégémonie sur la partie ouest de notre continent. C'est sur cette base qu'elle développe aujourd'hui une stratégie mondiale qui la place en position de troisième Grand - du moins sur le plan économique car l'Allemagne n'a pas et ne peut pas avoir d'ambitions militaires.

Erreurs sur la Chine. Les dirigeants français ont cru au discours dominant qui présentait la Chine comme l'atelier du monde qui fabriquerait les biens de consommation de l'Occident alors que ce n'était que la première phase de la montée en puissance. Ensuite, les groupes chinois ont fabriqué pour le marché local puis sont partis à la conquête des marchés étrangers selon des plans soigneusement élaborés qui visent également les approvisionnements en matières premières.

Erreurs sur les États-Unis. Nicolas Sarkozy a décidé de réintégrer la prétendue « famille occidentale » et François Hollande a confirmé notre réintégration complète dans l'Otan tout en affirmant que le pacte transatlantique négocié par la Commission

européenne devait être conclu le plus vite possible. L'alignement sur la politique étrangère des États-Unis, agrémenté de pulsions bushistes (quant à la Syrie) ne nous fait pas participer à la puissance américaine mais conforte notre soumission en nous coupant des alliances - notamment avec la Russie - qui nous permettraient de mener notre propre jeu en Europe continentale et dans le monde.

Dans sa conclusion, Jean-Michel Quatrepoint nous appelle au sursaut mais sans tirer les conséquences de son analyse du succès des trois grandes puissances mondiales, qui exercent effectivement leur souveraineté étatique pour mettre en œuvre un projet collectif. Comment la France pourrait-elle réussir une nouvelle révolution industrielle sans pacte entre le pouvoir et le peuple, sans planification nationale, sans disposer de l'arme monétaire ?

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-Michel Quatrepoint - « *Le choc des empires* », Le Débat/Gallimard, 2014.

(2) Général Vincent Desportes - « *Le piège américain* », Économica, prix franco : 20 €.

Contre les Élections

Élections et démocratie semblent si étroitement liées que vouloir restreindre les premières pour revitaliser la seconde pourrait passer pour la provocation dérisoire d'un esprit dérangé. Et pourtant...

Le titre évoque immédiatement le pamphlet, et en ces temps où, dans des cercles malheureusement de moins en moins restreints, il est de bon ton de louer l'autoritarisme de certains régimes, on pourrait craindre le pire. Ce serait là une complète erreur. *Le Contre les Élections* de David Van Reybrouck n'est pas un brûlot fascinant, mais une réflexion institutionnelle savante, quoique d'une lecture facile, qui ne se propose rien moins que de redonner un second souffle à une démocratie qui semble justement s'essouffler.

Tout commence par la description des symptômes. Nos sociétés souffrent d'une véritable fatigue démocratique qui se caractérise par une double crise : crise de la légitimité et crise de l'efficacité. Crise de légitimité ? Abstention croissante, inconstance des électeurs et partis politiques délaissés. Crise de l'efficacité ? L'auteur (qui est Belge) aligne les faits qui montrent que la politique ressemble de plus en plus à une cascade d'impuissances et dénonce, avec perspicacité, un système médiatique à la dérive qui privilégie toujours l'exposition du caprice du moment à la présentation du problème de fond.

Les symptômes posés, vient ensuite la question du diagnostic. Ici, les points de vue diffèrent.

Pour les populistes, c'est la classe politique qui est responsable de la situation. La solution est simple : sortez les sortants ! Les nouveaux entrants seront de « vrais » représentants du peu-

ple et tout ira mieux. On peut y espérer un fugitif gain de légitimité, mais quant à l'efficacité...

Pour les technocrates, nous nous retrouvons dans le schéma inverse : le peuple et ses représentants sont par nature incompetents, il faut donc réserver le gouvernement à ceux qui savent. Efficacité ? Peut-être... Légitimité ? Il n'en est plus question.

Pour les critiques de la démocratie représentative, tels qu'on a pu entre autres les rencontrer dans le mouvement des Indignés, ce sont les institutions assurant cette représentation qui sont responsables de nos maux. Il faut donc y substituer des assemblées spontanées au fonctionnement aléatoire ou recourir à la démocratie directe permanente. Dans ce brouhaha généralisé, il est à craindre que disparaissent, et la légitimité, et l'efficacité. Notre auteur avance alors son diagnostic : c'est la faute à la démocratie représentative élective. Pour pallier ce mal, la solution, c'est le tirage au sort !

Une telle idée est aujourd'hui tellement absente de notre champ de réflexion (même si le jury d'assises semble aller de soi) qu'il est absolument impossible de la présenter sans en retracer la généalogie. Et dans le même mouvement, la généalogie de sa relégation. En s'appuyant sur les meilleures sources, David Van Reybrouck se fait ici historien des institutions et des idées politiques. Le tirage au sort a connu son apogée dans l'Athènes classique. Il était alors considéré comme absolument consubstantiel à la

démocratie dans la mesure où il rendait impossible (ou quasiment) toute dérive oligarchique. Une classe de dirigeants « professionnels » ne peut se constituer dans un système où tout citoyen peut être alternativement gouvernant et gouverné selon le bon plaisir du dieu hasard. Un esprit moderne objectera sans doute que tous les Athéniens n'étaient pas citoyens, mais cette objection perd de sa force si on rappelle que ces citoyens pouvaient être de conditions sociales fort diverses.

Ce qui d'ailleurs n'est plus vraiment le cas dans les exemples plus tardifs, mais qui méritent d'être rappelés, que nous donne David Van Reybrouck : Venise, Florence et quelques autres cités de la Renaissance. Le système du tirage au sort y fonctionne plutôt comme le moyen d'empêcher le déclenchement de conflits ouverts entre les riches familles qui peuvent prétendre diriger ces républiques aristocratiques. Ce sont là les derniers usages identifiés du hasard comme mode de désignation d'autorités politiques. Si le tirage au sort disparaît du champ institutionnel, il reste chez les penseurs. La plupart des théoriciens des Lumières le présentent encore comme l'instrument démocratique par excellence (ce qui ne signifie pas qu'ils le recommandent). Paradoxe ? Ce sont les révolutions américaine et française qui vont l'effacer de notre horizon intellectuel. Nos révolutionnaires ne sont pas vraiment démocrates. S'ils entendent bien se débarrasser d'une vieille noblesse qu'ils

jugent inefficace et illégitime, ce n'est pas pour remettre le pouvoir au peuple. Ils veulent constituer une nouvelle aristocratie, et quel meilleur moyen que de recourir au système aristocratique par excellence : l'élection. Un suffrage restreint permettra une pleine homogénéité entre le corps électoral et les élus. Par la suite, tout le combat démocratique se polarisera sur l'élargissement de ce corps électoral, jusqu'à l'avènement du suffrage universel. Oubliant au passage que l'élection crée une césure fondamentale entre les citoyens, car si tout le monde peut être électeur, tout le monde ne peut pas être élu (il y faut les moyens d'une volonté et la situation propice). Mais les faits sont là, pendant de nombreuses décennies, personne n'osera plus évoquer le hasard comme un moyen pertinent de la démocratie.

Depuis quelques années - constat de la fatigue démocratique ? -, certains auteurs se sont de nouveau intéressés à la question du tirage au sort comme mode de représentation des citoyens au sein d'assemblées délibératives. Certaines expériences concrètes ont même été menées dans certains États européens et des États-Unis. David Van Reybrouck nous présente tout cela avec compétence et enthousiasme. Il plaide enfin pour un système bi-représentatif (où se retrouve le sort et l'élection).

Fantaisie ? Non. Tout semble indiquer qu'il y a urgence à s'interroger sur les formes institutionnelles de la démocratie.

Patrick PIERRAN

David Van Reybrouck - « *Contre les Élections* », Babel, 220 pp., prix franco : 9,50.

Kundera et l'insignifiance

Sotie ? Le mot choisi par quelques critiques littéraires pour qualifier le dernier roman de Milan Kundera est assez judicieux, même si le mot n'est pas si facilement définissable. En effet, l'intention politique, au XVI^e siècle, était transparente sous le mode d'une satire qui relevait plutôt de la farce. Chez Kundera, nulle intention politique n'est décelable, l'aspect farce est plus évident, bien qu'il apparaisse plutôt sur le mode mineur, celui de la fantaisie et de la légèreté. Il n'est pas sérieux, ce Kundera, il tourne tout en dérision, même le personnage de Joseph Staline, avec son entourage pourtant pas drôle, qui sous le plume du romancier ferait oublier de quelle tragédie il fut coupable. Le voilà au centre d'une comédie burlesque où tout tourne au dérisoire. Je présume d'ailleurs que le lecteur qui, aborderait Kundera par *La fête de l'insignifiance*, sans connaissance du reste de l'œuvre, serait plutôt décontenancé. Quand tout est porté à ce degré de plaisanterie, y a-t-il un sens vraiment consistant à découvrir ? Ce monsieur décidément pas sérieux nous promènerait-il gratuitement avec ses historiettes aussi futiles que cette plumette qui plane sous le plafond et concentre l'attention du lecteur durant un chapitre.

Méfions-nous pourtant ! Une simple plumette peut signifier beaucoup de choses et même une sorte d'angoisse métaphysique : « *En observant le vagabondage de la plumette, Charles ressentit une angoisse ; l'idée lui vint que l'ange auquel il avait pensé ces dernières semaines le prévenait ainsi qu'il était déjà quelque part ici, très proche. Peut-être éfarouché, avant qu'on ne le jette du ciel, avait-il laissé échapper de son aile cette minuscule plume, à peine visible, comme une trace de son anxiété, comme un souvenir de la vie heureuse partagée avec les étoiles, comme une carte de visite qui devait expliquer son arrivée et annoncer la fin qui approche.* » Ainsi le roman annoncé, dont aucun mot ne devait être sérieux, pourrait-il s'avérer moins gratuit qu'on ne l'escomptait. Et d'ailleurs, qui a un petit peu pratiqué l'auteur de *L'insoutenable légèreté de l'être* devrait être d'avance prévenu. Kundera ne se refuse rien, dès lors qu'il a donné congé à toutes les idéologies. Comment n'en aurait-il pas été à jamais vacciné par son expérience soviétique dans sa patrie natale ? Mais ce n'est pas parce qu'il avait souffert de l'expérience totalitaire qu'il était prêt à se livrer à toutes les illusions du monde occidental qui lui avait généreusement ouvert ses portes. D'emblée, il avait marqué la différence entre le Printemps de Prague et le mai français, qui, pourtant, avaient coexisté dans le même espace de temps. À Prague, il n'était nullement question de rompre avec la culture européenne et les valeurs dites traditionnelles, tandis que Paris avait vécu dans une certaine illusion lyrique. Une illusion pour laquelle le romancier n'aurait jamais aucune indulgence.

La révolution sexuelle s'inscrivait dans ce registre dont Kundera démontait impitoyablement la mécanique. En lisant son dernier roman, j'ai eu le sentiment que l'écrivain poursui-

vait toujours la même entreprise. Un peu comme Montaigne, expliqué par Pierre Manent, veut atteindre l'humanité dans un cercle de vérité, Kundera observe avec la plus grande attention, en se gardant de tout ce qui édulcore ou trahit la réalité. Il le fait, en héritier de la grande tradition du roman européen depuis Cervantès et Rabelais. Ce n'est pas une entreprise philosophique, ce n'est même pas un exercice qui s'apparenterait à la phénoménologie, même s'il s'agit, d'une certaine façon de sauver les phénomènes. Et notamment l'amour humain ou du moins le rapport énigmatique de l'homme et de la femme.

Au risque d'être suspect d'une récupération outrageusement actuelle, j'ai envie de dire qu'on chercherait en vain chez Kundera la traque des stéréotypes du genre. Chez lui, l'homme et la femme sont extrêmement typés, même si la grammaire de leur relation échappe à toute dogmatique. Ces relations peuvent être très brutales, affreuses jusqu'au désir de meurtre. Oui, quand on est plongé dans le roman on éprouve de plus en plus le sentiment que l'insignifiance et la farce ne sont qu'à la surface des choses. La vie est tragique de part en part. Et il n'est pas jusqu'à l'érotisme qui ne mette sur la voie d'une vérité terrible. Il y a ainsi dans ce petit livre toute une réflexion sur l'attention érotique contemporaine qui se porte sur le nombril des femmes. Ce qui commence sur un air un peu licencieux se poursuit sur une évocation saisissante du destin de l'espèce, concentré sur ce point, mis à nu par les jeunes femmes voulant éprouver leur pouvoir de séduction. Le nombril est la trace du cordon ombilical et il faut ima-



par Gérard Leclerc

giner que tout remonte à Ève, dépourvue de cette trace, parce que née d'un caprice du créateur, elle est la seule à ne pas être issue d'un ventre de femme. Mais de la mère du genre humain résulte une immense arborescence de cordons ombilicaux. « *Un arbre formé par l'infini des corps, un arbre dont le branchage touche le ciel. Et imagine que cet arbre gigantesque est enraciné dans la vulve d'une seule petite femme, de la première femme, de la pauvre Ève anombrilique.* »

La vision tourne au cauchemar lorsque le ressentiment se heurte de toute sa force à cette réalité arborescente, pour désirer son abolition, dès lors que la femme violentée refuse la fatalité de l'espèce : « *Ce que j'ai désiré, c'est la totale disparition des hommes avec leur futur et leur passé, avec leur commencement et leur fin, avec toute la durée de leur existence.* » Est-ce vraiment la fête ? Est-ce plus encore de l'insignifiance ? Je ne le crois pas du tout. Le projet de n'être pas sérieux n'était pas sérieux. Certes, il répondait à une exigence esthétique, mais il ne pouvait que faire retentir dans son frémissement la fibre humaine. « *À présent, l'insignifiance m'apparaît sous un tout autre jour qu'alors, sous une lumière plus forte, plus révélatrice. L'insignifiance, mon ami, c'est l'essence de l'existence. Elle est avec nous partout et toujours. Elle est présente même là où personne ne veut la voir : dans les horreurs, dans les luttes sanglantes, dans les pires malheurs (...)* Mais il ne s'agit pas seulement de la reconnaître, il faut l'aimer, l'insignifiance, il faut apprendre à l'aimer. » Oui, car Kundera, si prompt à pratiquer l'art de la désillusion, peut ouvrir ici ou là quelques fenêtres où l'humanité parfois respire et sourit. Je consens que se sont de brèves échappées. Pour le reste, cette leçon d'insignifiance pourrait être aussi un moyen de désintoxication contre les entreprises qui, sous prétexte de nous libérer, nous détruisent.

Milan Kundera – *La fête de l'insignifiance*, NRF Gallimard.

Mousquetaires du roi

L'exposition que le musée de l'Armée consacre aux mousquetaires est l'occasion de redécouvrir ce corps d'élite, par delà la littérature et les films de cape et d'épée.

La légende, la littérature ou le cinéma dès ses débuts ont occulté la réalité historique. Qui étaient vraiment ces mousquetaires immortalisés, notamment, par Alexandre Dumas ? L'écrivain pour qui « *Il est permis de violer l'histoire à condition de lui faire de beaux enfants.* » a pris beaucoup de libertés avec l'histoire. Il a en particulier dressé de Louis XIII ou du cardinal de Richelieu des portraits caricaturaux. Bien que l'on ne conserve des mousquetaires qu'assez peu de traces matérielles, le musée de l'Armée joue sur le lien entre littérature et histoire pour, en partant de la première, déboucher sur la seconde.

C'est en 1844, dans le journal *Le Siècle*, qu'Alexandre Dumas secondé par Auguste Maquet fait paraître en feuilleton *Les Trois Mousquetaires*. L'écrivain - ou son nègre ? - s'est largement inspiré des chroniques du temps, comme celles de La Rochefoucauld ou de Loménie de Brienne, auxquels il emprunte la fameuse intrigue des ferrets de la reine. Un ouvrage d'un certain Gatién Courtilz de Sandras intitulé *Mémoires de M. d'Artagnan* lui a sans doute été de quelque secours. Ses quatre héros ont bien existé : d'Artagnan (Charles de Batz-Castelmore, comte d'Artagnan), Athos (Armand de

Sillègue d'Athos d'Autevielle), Portos (Isaac de Portau) et Aramis (Henry d'Aramitz) ; mais se sont ils seulement croisés au service du roi ?

Le corps des mousquetaires est créé par Louis XIII en 1622. Le roi détache des hommes de la compagnie des cheveau-légers pour les affecter à cette nouvelle unité. Armés d'un mousquet (d'où leur nom), arme puissante que l'on ne peut servir qu'à pied, les mousquetaires se déplacent à cheval. Ils reçoivent une casaque bleue ornée de croix fleurdelisées, signe de leur appartenance à la maison du souverain. Le roi est leur capitaine, le commandement de la compagnie étant assuré par un capitaine-lieutenant choisi pour sa fidélité. Ses recrues sont issues de sa parenté ou de familles amies. Les missions des mousquetaires sont diverses : ils assurent un service de garde, escortent le souverain et sa suite, mènent des opérations de police ou de maintien de l'ordre. C'est au fameux d'Artagnan que Louis XIV confie le soin d'arrêter Fouquet. Lors des guerres, les mousquetaires sont au premier rang des troupes royales. Le même d'Artagnan trouve la mort lors du siège de Maastricht. « *J'ai perdu d'Artagnan en qui j'avais grande confiance et m'était bon à tout* », dira Louis XIV.

Vauban attribuera la mort du mousquetaire à « *une ténacité de jeune homme.* »

En 1659, Louis XIV ordonne qu'un hôtel soit construit pour sa compagnie des mousquetaires, qui deviennent ainsi les premiers soldats de l'armée royale à bénéficier d'une caserne, à la satisfaction des habitants du faubourg Saint-Germain assujettis, jusque-là, au logement *des gens de guerre*. Cet hôtel des mousquetaires gris, appellation due à la robe de leurs chevaux, est situé rue du Bac. (1) À partir de 1701 une seconde compagnie, celle des mousquetaires noirs, est logée rue de Charenton.

Ces compagnies accueillaient de jeunes nobles pour les initier à la discipline militaire et au combat. Apprenant à obéir et à commander, ils n'étaient pas seulement formés à l'escrime et à l'équitation, mais aussi à la danse, parfois aux mathématiques et aux lettres. Après quelques années, les mousquetaires pouvaient prétendre à un commandement dans l'armée royale... s'ils survivaient aux dangereuses missions confiées à leur unité.

Les mousquetaires connaissent le feu une dernière fois lors de la Guerre de Succession d'Autriche. En 1775, les deux compagnies sont supprimées pour des raisons économiques (déjà...). Brièvement recrées sous la Restauration, elles disparaissent définitivement en 1816.

Pierre CARINI

« *Mousquetaires !* » jusqu'au 14 juillet 2014. Musée de l'Armée, Hôtel des Invalides, 129 rue de Grenelle, 75007 Paris. Tous les jours de 10 h à 18 h. Nocturne le mardi jusqu'à 21 h. Tél. 01.44.42.38.77. www.musee-armee.fr/ExpoMousquetaires

(1) La maison natale d'Antoine Blondin se trouvait sur l'emplacement de la caserne des mousquetaires gris, à l'angle du quai Voltaire et de la rue du Bac. NDLR.

Volé ?

Ça ne me passionne pas mais c'est plus qu'un phénomène de société et il est compliqué d'ouvrir un journal ou de regarder un JT sans qu'il en soit fait mention. Le football est partout. On peut le regretter mais c'est ainsi. Comme tous les gens choqués par le délire d'argent qui touche ce sport depuis les années 80, je me tiens à distance même si pousser le ballon entre amis est toujours un plaisir.

C'est une passion pour beaucoup d'autres et notamment les deux auteurs de ce livre petit mais bien fait. François Ruffin, fondateur du réjouissant journal *Fakir* et Antoine Dumini qui collabore aux susmentionnées colonnes. Ils aiment tous les deux ce sport et s'y adonnent à leurs moments perdus. Autant dire qu'ils sont consternés par l'état de leur sport passion. Le livre est dense, bien fait, très accessible par un plan d'abord historique puis visant chacune des parties essentielles à la compréhension des dérives auxquelles nous assistons.

Tout cela est bon à savoir et cet ouvrage mérite amplement d'être conseillé, voire chaudement recommandé. Ceux qui n'aiment pas risquent fort de moins apprécier encore et la consternation des passionnés n'est pas en passe de disparaître. Le sous-titre *la mondialisation racontée par le ballon* a vraiment tout son sens.

Pascal BEAUCHER

Antoine Dumini & François Ruffin - « *Comment ils nous ont volé le football* », Fakir Éd., 2014, prix franco : 6 €.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'*Abonné des Mercredis* annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 28 mai : pas de réunion.

Mercredi 4 juin : Colonel à la retraite, **René CAGNAT** a été attaché militaire en Union soviétique puis en Bulgarie, en Roumanie, en Ouzbékistan et au Kirghizstan ; docteur en sciences politique, chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Asie centrale, il nous a présenté plusieurs de ses ouvrages – en 2012 celui qu'il avait consacré à l'Afghanistan.

René Cagnat revient pour nous présenter un livre au titre évocateur : **Il était une France** qu'il adresse à ses petits-enfants et petits-neveux et plus généralement aux jeunes Français qui vivent dans un pays où le patriotisme est systématiquement dénigré. Pour faire partager l'amour de la patrie, ce natif de Madagascar raconte l'histoire de sa famille – et la sienne. Quatre générations de Français qui ont vécu la fuite d'Alsace après 1870, la guerre de 1914-1918, la bataille oubliée de Diego-Suarez en 1942, la guerre d'Algérie puis la guerre froide. Sans embellir le passé, René Cagnat nous aide à garder ou à retrouver notre mémoire collective, afin de reprendre courage.



Bouvines 1914

N'oubliez pas de vous inscrire pour notre voyage à Bouvines le 21 juin 2014, en autocar. Départ le matin et retour le soir.

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

Adresse électronique :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Souscription

« Sage est l'homme qui ayant deux pains... »

Soyons clair : les résultats de notre souscription annuelle sont modestes, pour ne pas dire insuffisants.

Ce n'est pas un reproche : beaucoup de nos lecteurs appartiennent à des secteurs durement touchés par la crise et nous savons que le poids d'un abonnement, parfois augmenté de la cotisation mensuelle de l'adhérent à la NAR, est lourd, très lourd.

Il me faut cependant insister sur l'**urgence financière**.

Nous avons réduit nos coûts dans des proportions importantes en augmentant au maximum la charge des bénévoles.

Mais il faut cependant payer le loyer, l'impression du journal, le routage, après avoir supporté le surcroît de dépenses dues au déménagement.

Qu'on se rassure : notre endettement est léger. Il sera rapidement effacé.

Mais il nous faut aussi investir sans chercher – à la différence des entreprises ordinaires – la rentabilité. Nous voulons par exemple enregistrer en vidéo les conférences des *Mercredis* et les diffuser sur la Toile – ce qui suppose un matériel de qualité.

Soyez certains que vos dons combleront quelques trous mais ne tomberont pas dans un gouffre d'endettement : ils permettront des progrès visibles dans la diffusion de nos idées.

Certaines sociétés de pensée ont un budget annuel d'un million d'euros. Nous vous demandons **25 000 euros** d'ici la fin de l'année.

Soyez-en, par avance, remerciés.

Bertrand RENOUVIN

1ère liste de souscripteurs :

Pierre Sauterey : 150 € ; Jacques Roué-Daëron : 15 € ; G. D. : 57,46 € ; Jean-Marie Tissier : 20 € ; Pierre-Yves Bouquet : 100 € ; P.I. : 20 € ; Marcel Conche : 50 € ; André Bacquet : 25 € ; Cédric Foucault : 28,73 € ; Véronique & Hervé Audiard : 100 € ; C. M. : 50 € ; R. G. : 20 € ; Claude Ferrand-Blazer : 100 € ; A. de C. : 20 € ; Étienne Harel : 50 € ; H. D. : 50 € ; François Viet : 30 € ; Richard Fielz : 100 € ; Jean-MARC Joubert : 20 € ; François Denoël : 60 € ; V. M. : 140 € ; S. B. : 100 € ; François Bourguignon : 30 € ; Luc de Goustine : 150 € ; Christian Darlot : 80 € ; Alain Paul Nicolas : 125 € ; Jean-Jacques Foucher : 100 € ; Gérard Bellebeau : 30 €.

Total de cette liste : 1 821,19 €

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Refonder l'Europe

De Rome à Lisbonne, la petite Europe des traités a vécu dans la contradiction entre l'idéologie fédéraliste et la pratique intergouvernementale. Elle a tenté de surmonter la confusion antidémocratique de ses institutions par la « gouvernance » oligarchique, qui essaie d'effacer l'échec des recettes ultralibérales par un surcroît d'ultralibéralisme.

Le référendum de 2005 a sonné le glas de ce type de « construction européenne », qui a pu maintenir ses édifices technobureaucratiques en niant radicalement la souveraineté populaire. Ce déni de démocratie est sanctionné par l'abstention électorale, le vote en faveur des partis nationalistes et un rejet croissant de l'Union européenne. La petite Europe des traités se meurt et sa trop longue agonie exacerbe les tensions.

Cette lente décomposition porte les peuples à rejeter l'Europe en tant que telle - et pas seulement les structures de l'Union. L'imposition par le gouvernement allemand de son prétendu « modèle » soulève déjà une vague d'anti-germanisme en Grèce, en Espagne et au Portugal et rien ne dit qu'elle ne touchera pas la France. Le nationalisme est devenu dans notre pays un programme de gouvernement, que les mesures d'austérité et les discours moralisateurs assénés par des élites corrompues rendront de plus en plus populaire.

Il est pourtant possible de faire échec aux ultra-libéraux et aux nationalistes en présentant aux peuples et aux gouvernements un projet de refondation européenne. Nous l'avons esquissé il y a quelques années sous la forme

d'une confédération des États européens incluant la Fédération de Russie et la Turquie pour la simple raison que ces deux États participent et ont toujours participé à l'équilibre européen. Il faut maintenant préciser que la France pourrait prendre l'initiative de cette refondation pour plusieurs raisons objectives :

- la France est une nation millénaire qui peut, en réveillant sa mémoire, rappeler l'unité



culturelle de l'Europe et poser les conditions de la coopération de ses différentes nations ;

- la France peut reprendre la très ancienne idée de l'alliance du pouvoir politique et du peuple en vue de relancer notre projet historique dans tous ses domaines : démocratie représentative et de participation au plan de développement, politique économique visant au bien-être des citoyens, politique européenne, relance de la francophonie, réaffirmation de notre rôle sur la scène mondiale ;

- la France dispose encore des moyens de sa politique, qu'il

s'agisse de la puissance nucléaire, du domaine maritime, des capacités industrielles et agricoles, du haut niveau de formation de sa population, de son dynamisme démographique.

Ce qui est en puissance doit être mis en acte. Trois ruptures permettront à la France de retrouver sa liberté d'action : elle doit sortir de la zone euro, quitter définitivement l'Otan et faire obstacle au projet de pacte transatlantique. On dénoncera un superbe isolement mais la France mettra immédiatement en œuvre son projet :

Nouvelle donne diplomatique : alliance avec la Russie, renforcement de la présence française en Amérique latine et en Asie, plan de développement pour les Balkans, relance de la francophonie et de la coopération avec l'Afrique, redéploiement de nos troupes en Asie centrale afin de contribuer à la lutte contre les islamistes et les marchands de drogue, présentation d'un traité européen de sécurité collective voué à remplacer l'Otan.

Nouvelle donne économique et sociale qui permettra de réussir la transition énergétique en prolongement du modèle esquissé après la Libération : rôle d'entraînement du secteur nationalisé, planification démocratique, politique de juste redistribution du revenu national, participation des salariés à la gestion des entreprises.

Cette politique peut rassembler une large majorité de Français. Elle reste à l'état de projet parce qu'elle est présentée de manière fragmentaire par les partis réputés radicaux, face à une oligarchie qui trouve profits et confort dans la perpétuation de l'ordre établi - sans que les gestionnaires du pouvoir s'inquiètent de leur perte totale de légitimité. Ils parient sur la division de leurs adversaires, sur le repoussoir nationaliste, sur l'accablement généralisé, jouant avec le feu comme s'ils étaient, pour toujours, hors d'atteinte.

Bertrand RENOUVIN